

Contexte, champ de l'étude et méthodes

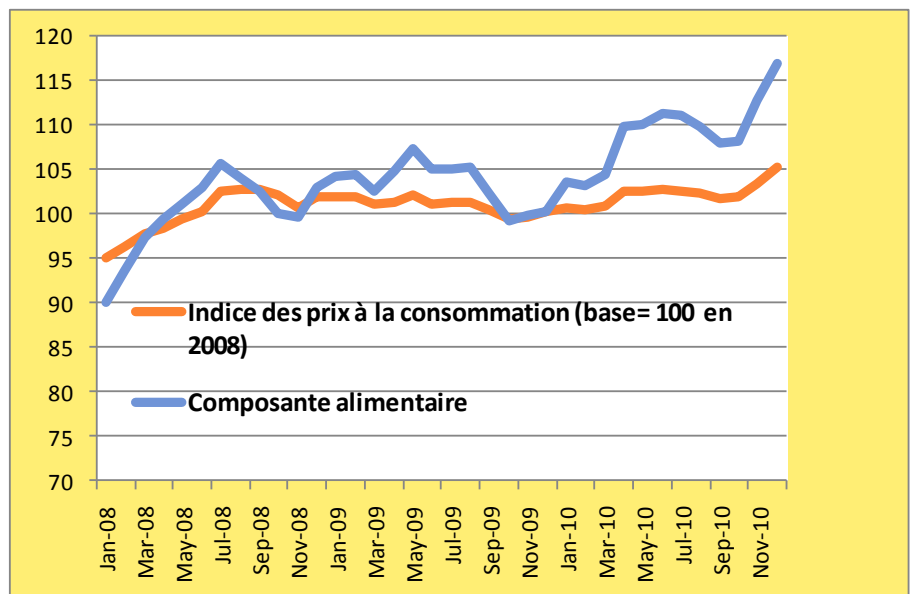
La crise postélectorale s'est traduite par des combats, particulièrement violents à l'ouest et à Abidjan, et par un déplacement massif des populations ivoiriennes. En début juin, d'après le HCR, on comptait quelques 322.000 déplacés dans le pays, dont 20% vivait dans des sites, 80% dans des familles d'accueil. Un nombre indéterminé de personnes ont fui en brousse. Plus de 200.000 ivoiriens ont fui leur pays lors de la crise, principalement au Libéria. Les premières réponses des acteurs humanitaires sont en cours. Dans la perspective de la soudure alimentaire (juin-septembre) la capacité des marchés à assurer l'approvisionnement des populations lors, et le choix de la modalité de transfert la plus appropriée dans les zones d'intervention des programmes humanitaires (ouest, nord et les quartiers d'Abobo et de Yopougon à Abidjan) représentent des questions auxquelles la présente étude apporte des éléments de réponse.

Comment l'étude a-t-elle été réalisée? L'étude a couvert 16 marchés situés dans l'ouest, le nord et dans les communes d'Abobo et de Yopougon à Abidjan. L'équipe a rencontré 197 commerçants opérant sur les filières des céréales et de rente (cacao, anacarde). Des entretiens avec les transporteurs et ont également eu lieu dans chaque localité. Des entretiens communautaires ont eu lieu dans les zones d'enquête. La collecte de données s'est déroulée du 18 mai au 3 juin 2011.

Quelles sont les dimensions économiques de la crise ?

Une crise humanitaire d'ampleur – caractérisée par le déplacement massif de populations dans le pays- se double d'une crise économique, précipitée par l'effet des sanctions et des pillages. Le produit intérieur brut ivoirien connaîtra une contraction de 1,8% en 2011.

La Côte d'Ivoire, fortement dépendante des marchés internationaux, importe plus de la moitié des céréales qu'elle consomme, principalement riz et blé. Le pays dépend du marché international pour les filières de rente, qui emploient des millions d'ivoiriens. On estime que 6m d'ivoiriens vivent du cacao, 2m de la filière anacarde. Logiquement, l'achat et l'accès au marché sont des facteurs déterminants de l'insécurité alimentaire des ménages ivoiriens.

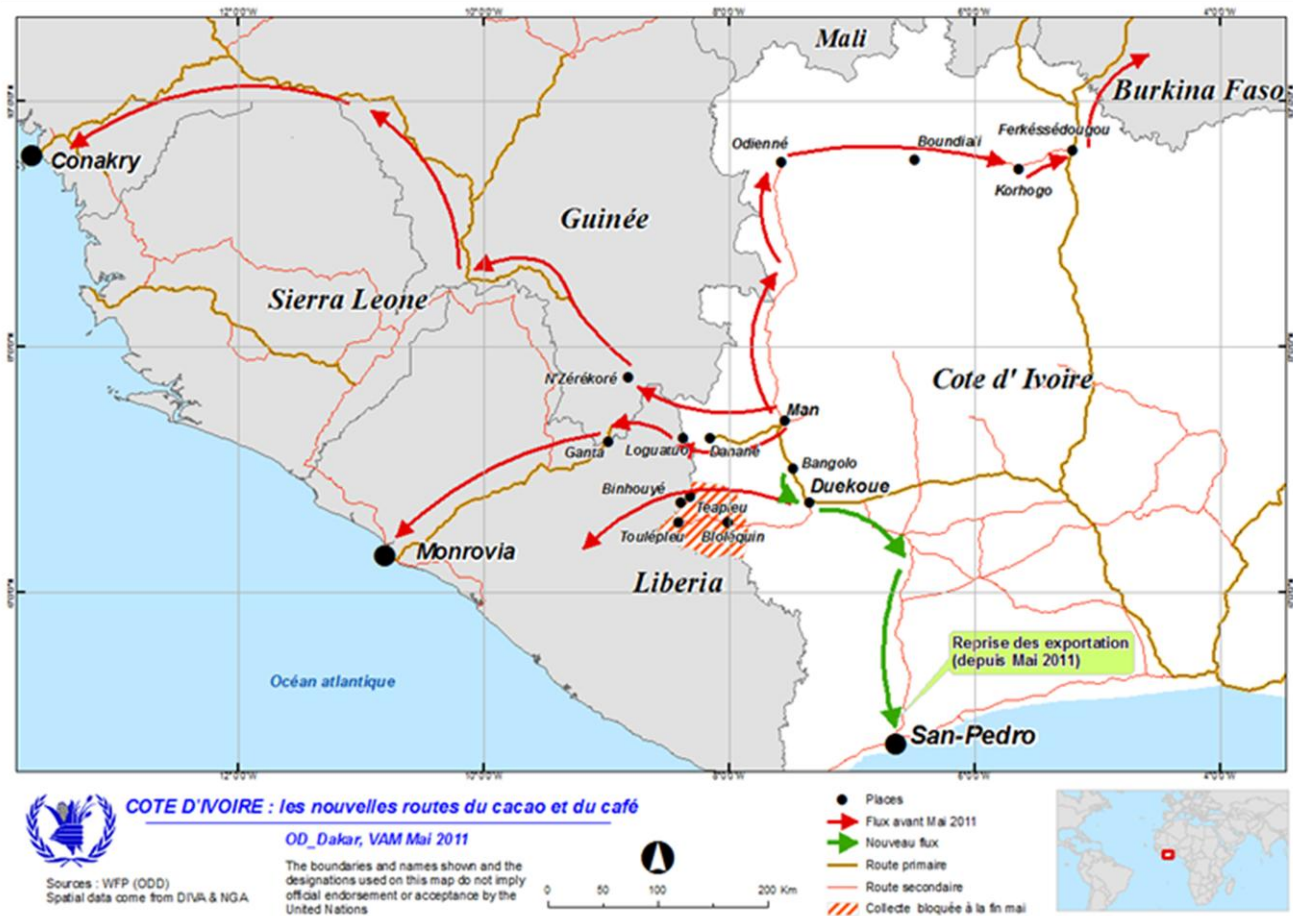


La crise humanitaire actuelle intervient dans une conjoncture internationale marquée par une hausse des prix des matières premières, y compris alimentaires. Une tendance à l'augmentation des prix alimentaires existait en Côte d'Ivoire depuis 2010, année pendant laquelle les prix alimentaires ont progressé plus rapidement que l'inflation générale. Cette évolution constitue un facteur de vulnérabilité supplémentaire pour les ménages dépendant des marchés.

Quel a été l'impact de la crise sur l'accès alimentaire des ménages

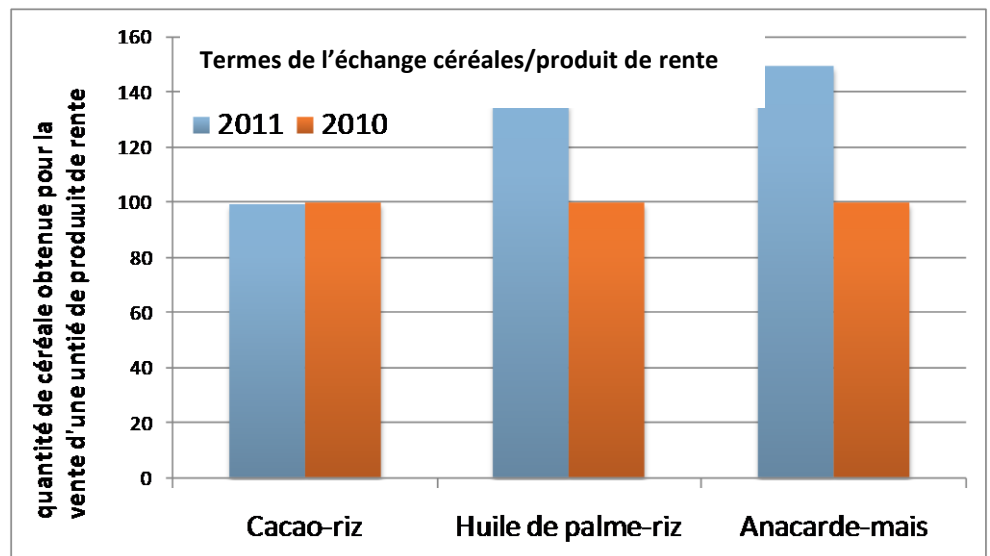
La crise a causé le départ des commerçants des marchés de l'ouest, et des communes d'Abobo et de Yopougon. Une diminution du nombre des commerçants de l'ordre de 42% pour les détaillants et 50% pour les grossistes par rapport à l'année passée est observée dans ces deux communes d'Abidjan, particulièrement affectées par le conflit. Lors de la crise, les approvisionnements dans l'importante filière du riz importé se sont ralentis, et étaient pratiquement à l'arrêt entre février et avril. Pendant cette période, la demande en céréales s'est reportée sur les productions locales de riz et de maïs en zone rurale. En mai 2011, la zone Ouest et Abidjan connaissaient toujours de fortes baisses des volumes du commerce céréalier. Les marchés sont peu fonctionnels dans le triangle Bin Houyé-Toulepleu-Bloléquin, où les activités économiques demeurent à un minimum.

A la fin mai 2011, les prix des céréales se normalisaient, au fur et à mesure de la reprise du commerce. Le prix au détail du riz importé accuse une hausse modérée (+14%) par rapport à mai 2010, des hausses plus faibles sont relevées pour le riz local (+6%) et le maïs (+4%).



La conjoncture plutôt favorable pour les cultures de rente (cacao, anacarde, huile de palme) procure une opportunité pour les producteurs disposant d'un accès à leurs champs et aux moyens de production. Les producteurs de rente ont pu continuer à commercialiser leurs produits malgré la crise. Le cacao de l'ouest a été vendu au Libéria, en Guinée et au Burkina Faso, à des prix proches de ceux de 2010. L'anacarde du nord a également été exportée vers les pays voisins lors de la crise, souvent à des prix attractifs, ce qui a permis aux producteurs de conserver une source de revenu. La résistance des filières de rente se traduit par une stabilité, voir une amélioration des termes de l'échange des producteurs de cacao, d'huile de palme et d'anacarde.

Malgré cela, la vulnérabilité alimentaire persistera. Les régions du nord et de l'ouest étaient déjà les plus affectées par l'insécurité alimentaire sévère et modérée selon l'enquête de sécurité alimentaire réalisée en 2009. Dans l'ouest, les ménages retournés, le plus souvent dépourvus de leurs stocks vivriers et semenciers, connaissent actuellement des déficits alimentaires. Ces ménages ont une faible capacité à engager de la main d'œuvre occasionnelle, facteur qui limitera les niveaux de production vivrière en 2011. Les déplacés au niveau des sites dépendent toujours largement de l'assistance alimentaire. Les personnes vivant dans le triangle Bin-Houyé-Toulépleu-Bloléquin ont un accès très limité au marché, facteur de risque alimentaire dans la perspective de la soudure qui approche.



Les déplacés au niveau des sites dépendent toujours largement de l'assistance alimentaire. Les personnes vivant dans le triangle Bin-Houyé-Toulépleu-Bloléquin ont un accès très limité au marché, facteur de risque alimentaire dans la perspective de la soudure qui approche.

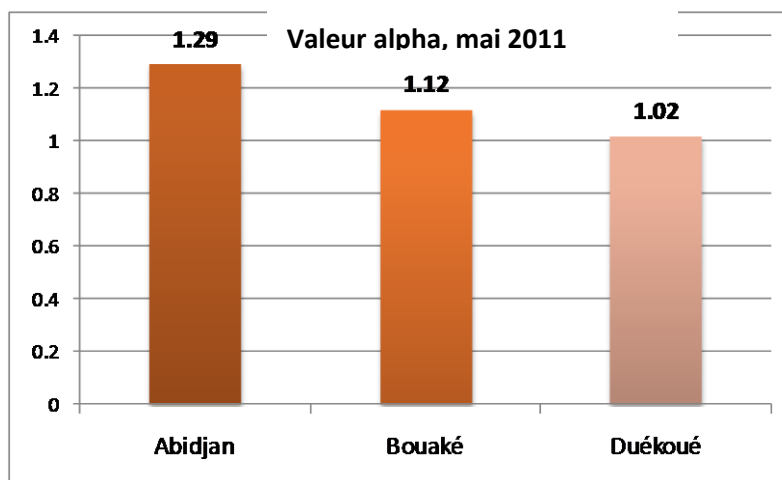
La perte de revenus à Abidjan, dans un contexte de vie chère, limite l'accès alimentaire des populations précaires. D'après l'ONG Solidarités, 36% des ménages de Yopougon n'avaient plus de source de revenu en mai 2011. Le petit commerce était la principale source de revenu pour 87% des ménages déclarant avoir une source de revenu. Une diminution de la fréquence et de la qualité des repas a été relevée à Yopougon.

Quelles modalités de transfert privilégier ?

La filière du riz importé – habituellement intégrée et performante sur le plan des approvisionnements – a recouvert sa capacité de répondre à l'augmentation de la demande, facteur favorable pour les interventions monétarisées dans les zones dépendant des approvisionnements de riz importé. En revanche, la filière du maïs, qui connaît d'importantes variations saisonnières des disponibilités, est moins à même de s'adapter à une amplification de la demande lors de la soudure. Le manque de crédit et la multiplication des barrages routiers constituent les principales contraintes des commerçants. On notera que les bénéficiaires en zone rurale préfèrent une assistance en nature en période de soudure.

Aux prix de mai 2011, l'aide alimentaire représentait une modalité efficace au point de vue du coût, en particulier à Abidjan. Cela pourra changer si les prix devaient continuer à se normaliser sur les marchés. La valeur alpha – le rapport des prix du marché au coût de l'aide alimentaire – était de 1.29 à Abidjan et de 1.12 à Bouaké. A Duékoué, les coûts du marché et de l'assistance alimentaire sont proches.

Une assistance en cash est possible à Abidjan et éventuellement les zones urbaines de l'Ouest, où la filière riz a redémarré. Dans les prochains mois, les distributions en nature seront privilégiées dans les zones rurales de l'ouest, où les marchés sont encore perturbés, et du nord, où la période de soudure est peu propice au fonctionnement de la filière maïs.



Quelles sont les perspectives ?

Les ménages de la zone nord ayant accueilli les déplacés entreront dans la période de soudure avec des stocks alimentaires plus faibles qu'à la normale et connaîtront une dépendance accrue des marchés lors de la période de soudure. Certains ménages bénéficieront de la force de travail additionnelle que représentent les déplacés.

Dans l'ouest, les retournés connaîtront une soudure difficile, suite à la perte de leurs stocks et de leurs moyens de production. La perte de revenu pourra limiter la capacité de ces ménages à produire lors de la campagne agricole 2011. A partir d'octobre, la situation alimentaire dans l'ouest devrait connaître une amélioration avec les principales récoltes de céréales et le démarrage de la campagne de cacao. Les déplacés dans les camps dépendront largement de l'aide alimentaire.

L'accès alimentaire des ménages vulnérables d'Abobo et de Yopougon sera tributaire d'une part de l'effectivité du redémarrage de l'activité au niveau d'Abidjan et de l'évolution des prix de l'alimentation, qui sont en augmentation sur le plan international.

Recommandations

- ✓ Apporter une assistance alimentaire et agricole aux populations vulnérables de l'Ouest
- ✓ Appuyer dès maintenant la production, transformation et stockage des produits de rente, pour saisir l'opportunité qu'offre le marché des produits de rente pour améliorer les revenus des ménages.
- ✓ A court terme, mettre en place des programmes de vivres ou d'espèces contre travail à Abidjan.
- ✓ Dans la mesure où l'aide alimentaire est moins coûteuse que le marché, procéder avec discernement dans la mise en place de programmes de transfert monétaire
- ✓ Organiser dès à présent l'évaluation conjointe des récoltes CFSAM
- ✓ Plaider pour la réduction des prélèvements irréguliers au niveau des barrages routiers

Pour plus d'information sur cette étude, veuillez contacter:

Jean-Martin Bauer, Spécialiste des Marchés PAM, jean-martin.bauer@wfp.org